

Donner suite à l'Année Européenne pour le Développement 2015 : la coopération décentralisée – un instrument concret de coopération

Le dernier baromètre de l'UE montre que 9 citoyens sur 10 soutiennent les politiques de coopération au développement (89% - 4 en plus par rapport à 2014). Plus de la moitié des personnes affirment que l'aide au développement devrait faire partie des politiques de l'UE, et, 16% affirme que l'aide devrait être augmenté, au-delà de ce qui a déjà été promis. La plupart des Européens a une opinion positive quant aux bénéfices de la coopération internationale au développement. Au moins trois quarts de ceux qui ont participé à l'enquête sont convaincus que l'aide au développement est une façon efficace pour faire face aux flux migratoires irréguliers (73%) et 80% des Européens croient que le développement est une compétence de l'UE même.

Encore, l'Eurobaromètre 2015 met en évidence que 55% des citoyens déclarent ne rien savoir à propos de la destination de l'aide au développement. L'Année européenne pour le développement (ci-après AED2015) s'est terminée, en laissant en héritage toute une série de bonnes pratiques et principes. L'AED visait à donner une bonne information sur la coopération au développement, encourageant une pensée critique et l'implication directe, la connaissance et conscience des citoyens européens,

Il s'agit de plus de 3800 événements partout en Europe et un partage constant d'informations. En travaillant ensemble avec une multitude de parties-prenantes des secteurs privés et publics et en impliquant également la société civile, l'AED2015 s'est démontrée une initiative de succès. Vu que 2016 est une année cruciale pour les politiques de coopération au développement au niveau mondial, avec le début de la mise en pratique de l'Agenda pour le Développement des Nations Unies et les objectifs de développement durable, il est important de capitaliser l'AED2015, afin d'encourager les processus de développement aux niveaux global, régional, national et local.

Recommandations :

- Les **collectivités locales** et les **associations de la société civile** constituent sans aucun doute les acteurs les plus importants pour la coopération au développement. Ils expriment un potentiel clé pour rejoindre les citoyens, pour engendrer un changement et pour promouvoir les politiques de développement et les pratiques.
- Il y a un consensus sur le fait que le **niveau local** et en particulier les gouvernements locaux et régionaux doivent jouer un rôle dans l'implémentation de l'Agenda pour le Développement 2030 des Nations Unies. Le but de leur engagement est clairement finalisé à la lutte à la pauvreté, à la faim zéro, à assurer la santé et l'éducation, à promouvoir l'égalité des chances, à l'assainissement des eaux, aux ressources énergétiques et les déchets, la promotion du développement économique, au travail décent et à la lutte au changement climatique. Ils peuvent également offrir les opportunités pour la promotion des valeurs liées aux droits de l'homme, à la démocratie

et à la liberté de conscience. Le niveau local a été reconnu comme un élément transversal, comme « localisation du développement » des ODD.

- Donc le niveau local constitue un **niveau stratégique pour l'action efficace** et la mise en place des politiques de développement. En particulier, il est nécessaire de sensibiliser les citoyens et promouvoir les initiatives des collectivités locales et des associations de la société civile qui cherchent à développer des forts liens entre les personnes sur les principes du respect mutuel, la compréhension et la solidarité, et en ligne avec la dimension du développement durable, afin de trouver des solutions communes innovantes au vue des défis liés à la localisation des ODD.
- Les parties prenantes font face à des **défis critiques**, beaucoup desquels sont des thèmes globaux avec une dimension locale marquée. D'une coté localiser les ODD signifie fournir des objectifs intelligents et des indicateurs pour mesurer l'impact des initiatives de développement au niveau local. De l'autre coté, ceci signifie proposer un mécanisme et des instruments pour faciliter une implication efficace des collectivités locales dans le processus de mise en place.
- Le développement local n'est pas une partie marginale de la coopération au développement, mais il représente un atout fondamental à partir d'une perspective nationale et internationale. Le développement généré au niveau local représente un élément fondateur et durable des dynamiques du développement global, en tant que partie du cadre du développement global et des tous nouveaux ODD. Il faut que le développement local soit soutenu de façon intégrée, en impliquant toutes les parties prenantes dans les processus: l'UE, les gouvernements nationaux, les organisations de la société civile, les universités, le secteur privé, et tous les autres acteurs. Ceci peut être fait à travers une approche territoriale au développement, encouragé par l'UE à travers DG Devco.
- Dans ce sens, la **coopération décentralisée** comme partenariat et schémas de coopération entre collectivités locales et régionales doit être encouragée, soutenue et renforcée. Elle exprime un modèle de succès de synergies entre parties prenantes et sujets, et entre acteurs qui permettent un changement profond. L'excellent rapport entre couts/bénéfices de la coopération décentralisée et l'approche communautaire doit être connu et valorisé. La possibilité d'être acteurs du changement dans les politiques de la coopération au développement est visible grâce à des actions conjointes, soutenues par les collectivités locales et régionales. Les ressources sont limitées mais les résultats sont tangibles et de longue durée.

Paris, 12 Mai 2016